

Comment continuer avec les talibans ?

Les nombreuses ONG internationales présentes en Afghanistan ne veulent pas abandonner les habitants. Mais elles se demandent comment poursuivre leurs actions humanitaires dans un pays dominé par les talibans.

La prise de Kaboul par les talibans, à la mi-août, en a surpris plus d'un. Dans l'ensemble, les ONG s'attendaient à la chute du gouvernement afghan, vu qu'ils tenaient déjà de nombreux districts sur le territoire. Mais pas que cela se déroule aussi rapidement, en plein été. En tout cas, Frédéric Pinto, responsable administratif et financier de l'association Afrane (Amitié franco-afghane) était loin d'imaginer que le président afghan Ghani allait fuir le pouvoir (et le pays) si peu de temps après son séjour de deux semaines dans la capitale, en juillet dernier. Dans la précipitation, son association a suspendu ses activités d'accompagnement des écoles primaires publiques. Depuis plusieurs années, la structure construisait des salles de classe, des bibliothèques, des laboratoires, des sanitaires, les équipait en livres, en meubles ou en pupitres, tout en formant les instituteurs dans certaines disciplines. Mais, vite, il a fallu tout stopper, le temps de voir comment la situation allait évoluer. Les directeurs avaient de toute façon renvoyé les enfants et les enseignants à leur domicile et fui à leur tour.

« Prévenir tout risque de décrochage scolaire »

Idem du côté d'Afghanistan libre : l'ONG de soutien à l'éducation des filles, membre du Groupe SOS, a également tout arrêté en plein été, elle qui avait, depuis 1996 et l'installation du premier régime

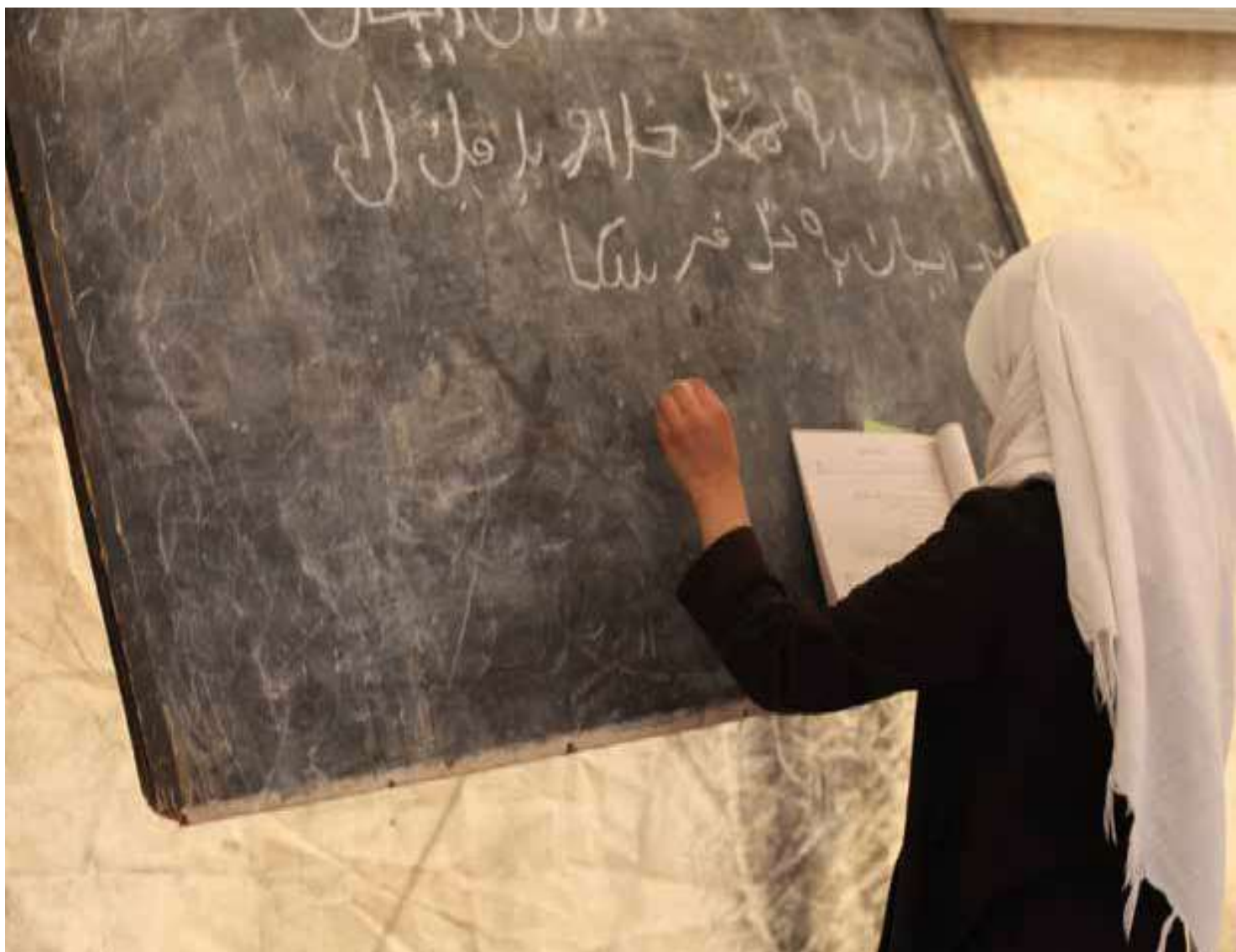
taliban, conçu des lieux d'accueil, notamment pour les moins de 6 ans, des salles informatiques dans des zones rurales parfois non pourvues d'électricité, formé des élèves et des enseignants ou encore rénové des infrastructures afin d'appliquer les gestes barrières en ces temps de pandémie...

En tout, depuis ses débuts, l'association avait accompagné l'éducation de 300 000 filles, de la naissance à l'université, en particulier « *pour prévenir tout risque de décrochage scolaire* », indique la directrice Louise Clément.

Mais la situation était trop dangereuse. « *Un directeur d'école, où nous étions, a été arrêté et torturé pendant deux jours en août. Continuer signifiait mettre en danger beaucoup de personnes* », poursuit-elle. Surtout qu'e l'association Afghanistan libre a notamment été présente dans la province rebelle du Panchir, bastion anti-talibans, et qu'elle travaille aussi avec des Tadjiks, et non des Pachtounes, comme le sont les talibans. « *Par ailleurs, sa fondatrice, Chekeba Hachemi, soutien de la résistance, est clairement identifiée par les talibans.* »

« Danger de mort imminent »

Selon Nicolas Delhopital, cofondateur de l'association Famille France-Humanité, « *les talibans ont eu très vite des listes noires et essayent d'en retrouver certains.* » Juste avant le mois d'octobre, il nous a



notamment précisé : « *En septembre dernier, une journaliste de notre réseau a réussi à échapper in extremis aux talibans qui ont fait irruption dans sa cachette. Des personnes sont en danger de mort imminent.* » Lui, comme d'autres, craint également que les combattants du régime marient de force les Afghanes. « *Pour eux, c'est une action tout à fait légitime* », note-t-il, avec effroi. « *Nos collègues nous ont fait remonter des craintes de ce type*, acquiesce Sarah Chateau, à la tête du programme Afghanistan de Médecins sans frontières, présent dans le pays depuis 1989. *Ils ne croient pas au changement des talibans.* » Toujours est-il que ces derniers ont rapidement « *donné des gages de bonne volonté pour laisser les femmes travailler dans le domaine de la santé* », relève Sarah Chateau, dont l'ONG compte de nombreuses salariées afghanes.

C'est que Médecins sans frontières, contrairement à d'autres structures, n'a jamais cessé de soigner les civils, notamment pour faire face à l'afflux de blessés de guerre, en raison des conflits récents entre l'armée et les forces talibanes.

« **Complicé pour les femmes célibataires** »

Pour autant, Sarah Chateau restait sur ses gardes au lendemain de l'annonce de la mise en place du gouvernement taliban. « *En dehors de Kaboul, nos employées se rendent seules à leur travail. En revanche, on propose un service de pick-up pour aller chercher et raccompagner celles qui habitent Kaboul afin de les rassurer.* » Pour combien de temps ? Les salariées de MSF seront-elles vraiment obligées d'être un jour accompagnées dans la rue par un homme, comme l'ont demandé les talibans,



« En septembre, une journaliste de notre réseau a réussi à échapper in extremis aux talibans qui ont fait irruption dans sa cachette. »

Nicolas Delhopital,
cofondateur de l'association
Famille France-Humanité.

officiellement pour des raisons de sécurité ? Rien n'est moins sûr, mais, si c'est le cas, « *ce sera compliqué pour les femmes célibataires* », expose Sarah Chateau. En attendant, les besoins sont criants en matière de santé. « *On sait gérer les urgences et on fait tourner les hôpitaux avec les personnels et les soignants* », souligne la responsable de MSF, en espérant que la fin des combats entre forces talibanes et l'armée incite les habitants à retourner se

soigner dans la durée. « *On voit en tout cas plus de personnes dans nos structures de soins depuis.* »

Le « silence des autorités dur à avaler »

ONG et associations ont à épauler les Afghans restés sur place, dans la peur et le douloureux souvenir du régime taliban, entre 1996 et 2001. Car toutes et tous, faute de visas et d'argent, n'ont pas pu sauver leur peau, y compris les plus menacés, à l'instar de journalistes, d'activistes des droits humains, d'ex-collaborateurs d'ambassades ou d'armées étrangères, tant des chauffeurs, des gardiens que des cuisiniers qui souhaitaient demander auprès d'un pays européen, par exemple, l'asile. C'est le cas, en particulier, des employés de l'association Afghanistan libre, qui n'ont pas fait partie des personnes évacuées par la France. « *Pourtant, ils ont porté les valeurs de la démocratie française, alors le silence des autorités sur nos demandes d'évacuation est dur à avaler* », indique Louise Clément.

Depuis, « *les exfiltrations sont au point mort* », glisse de son côté Nicolas Delhopital, de l'association Famille France-Humanité. L'inquiétude reste de



« Nous pourrions mettre en place un programme d'e-learning pour assurer l'éducation des collégiennes et lycéennes. Les programmes d'éducation, sous les talibans, vont changer... »

Louise Clément, directrice de l'association Afghanistan libre.

mise. Comment travailler dans la durée au milieu des talibans ? Comment aider celles et ceux qui n'ont pu plier bagage, alors que, pour l'heure, les transferts d'argent depuis l'étranger restent complexes à mettre en œuvre ?

L'association Famille France-Humanité essaye, à distance, d'accompagner, comme l'explique Nicolas Delhopital, « *des activistes qui se cachent à avoir plus d'impact sur le net, tout en garantissant leur sécurité* ». Sa structure possède un réseau d'Afghanes sur place, qui peuvent en outre diffuser de l'information médicale, traduite dans deux langues afghanes, le dari et le pashto. Par exemple, du contenu du projet international Zero Mothers Die, visant à réduire la mortalité durant la grossesse et pendant la première année des enfants.

« Il faut s'accrocher »

En septembre, Frédéric Pinto, lui, ne savait pas encore comment son association, Afrane, allait concrètement pouvoir reprendre ses missions. « *Nous allons soutenir des familles en difficulté* », assure-t-il prudemment, sans détailler. Entre temps,

les écoles primaires ont rouvert, tant pour les garçons que pour les filles. En ce qui concerne les plus âgés, les élèves du secondaire, ils n'étaient pas encore retournés en cours à l'heure du bouclage, mais on leur avait promis un accès sous peu. Afghanistan libre réfléchit aussi à ses futures activités. Car il n'est pas question de laisser tomber. L'association pense par exemple à « *proposer une aide humanitaire classique à des femmes sans travail qui se sont réfugiées à Kaboul, et qui vivent dans d'horribles conditions* », comme l'avance Louise Clément. Soutenir aussi des femmes non mariées pour qu'elles puissent subvenir à leurs besoins. « *Nous pourrions aussi mettre en place un programme d'e-learning pour assurer l'éducation des collégiennes et des lycéennes. Car, de toute manière, les programmes d'éducation, sous les talibans, vont changer...* » Des hypothèses sont sur la table. « *Pour le moment c'est flou, lâchait-elle fin septembre, mais il faut s'accrocher* ».

■ Par Philippe Lesaffre